AlloSchool

Concours ENCG (TAFEM – Préparation Français)

TAFEM 2018 - Mémorisation

Professeur : Mr MAHTANE Hicham

Texte 1

FMI : Warning sur la dette mondiale

Les alertes sur la dette mondiale s'amplifient. Après la mise en garde de la Banque mondiale, de la Banque des règlements internationaux (BRI), de l'Institut de la finance internationale (IIF) ou encore de l'OCDE... c'est au tour du FMI de remettre une couche sur la question.

La dette mondiale a atteint un sommet historique de 164.000 milliards de dollars américains en 2016, soit %225 du PIB mondial. Elle s'est donc accrue d'une somme équivalente à %12 du PIB mondial depuis son dernier point culminant atteint en 2009. C'est la Chine qui en est le principal responsable. Elle représente à elle seule %43 de l'augmentation de la dette depuis 2007.

Aussi, l'endettement devrait se poursuivre après l'approbation par les États-Unis d'une réforme fiscale qui entraînera une augmentation de leur déficit budgétaire de 1.000 milliards de dollars lors des trois prochaines années. Ce qui élèverait la dette du pays à %116,9 du PIB d'ici 2023. Un recalibrage de la politique budgétaire serait souhaitable pour faire redescendre à moyen terme le ratio de la dette publique au PIB.

Les périodes de forte croissance généralisée (le PIB mondial devrait accélérer à %3,9 cette année et l'an prochain, selon les prévisions du FMI) sont idéales pour rétablir la marge de manœuvre budgétaire, rééquilibrer les finances de l'Etat et ancrer la dette publique.

C'est ce que recommande le Fonds monétaire international dans son rapport « Moniteur des finances publiques», publié en marge des réunions de printemps qui se sont tenues du 16 au 22 avril 2018, à Washington, conjointement avec la Banque mondiale.

L'astuce est simple: «En profitant des phases d'expansion pour renforcer la marge de manœuvre budgétaire, nous créons l'espace nécessaire pour mettre en place des mesures de soutien lorsque la tendance s'inversera. Et nous évitons que les vulnérabilités budgétaires créent des tensions en cas de détérioration des conditions financières ».

Cette hausse de l'endettement mondial est dans une large mesure attribuable à la dette publique (ndir, pour le Maroc, la dette publique globale aurait atteint %81,6 du PIB en 2017 au lieu de %80,9 en 2016. Elle passerait à %82,3 en 2018, selon les prévisions établies par le HCP).

Elle est sans doute un contrecoup de l'effondrement de l'économie consécutif à la crise financière mondiale et des politiques instaurées pour la contrer. Ainsi que de la chute des prix des produits de base en 2014 et de la croissance rapide des dépenses dans les pays émergents et en développement à faible revenu. Dans les pays avancés, la dette atteint en moyenne %106 du PIB, du jamais vu depuis la deuxième guerre mondiale.

Dans les pays émergents à revenu intermédiaire, elle équivaut en moyenne à 50% du PIB (un niveau inédit depuis la crise de la dette des années 1980). Enfin, dans les pays en développement à faible revenu, le ratio moyen de la dette au PIB est en ascension rapide et a franchi la barre de %40 en 2017.

Qui plus est, près de la moitié de cette dette est assortie de conditions non concessionnelles. Ce qui a doublé en dix ans la charge d'intérêt en pourcentage des recettes fiscales. Cette dynamique généralisée d'endettement s'explique par les énormes déficits primaires. Dans le cas des pays émergents et en développement, ils ont même atteint des niveaux record.

Ce niveau élevé de la dette publique et des déficits est préoccupant, alerte l'équipe du FMI. Les pays qui y sont exposés sont vulnérables à un resserrement soudain des conditions financières mondiales qui pourrait bloquer l'accès aux marchés et freiner l'activité économique.

Texte 2

Flexibilisation du dirham : Le grand public désorienté

L'affolement des chefs d'entreprise à l'approche de la mise en œuvre de la réforme du régime de change l'été dernier a marqué les esprits et les réserves en devises, tant la communication autour du processus de migration n'a pas permis de dissiper les craintes. Aujourd'hui encore, beaucoup de dirigeants n'ont pas totalement assimilé les enjeux et la réforme reste méconnue du grand public. C'est ce qui ressort d'une enquête de Sunergia Études.

La moitié des personnes sondées n'ont aucune idée de ce qu'est la flexibilisation du dirham. Il faut dire que le sujet est très technique. Au-delà du cercle des initiés et des professionnels, il est peu compris même chez les personnes d'un niveau d'instruction avancé. Ceux qui le comprennent sont divisés. 18% y sont favorables alors que 20% jugent que la réforme du régime de change du dirham n'est pas opportune. En outre, 11% des répondants n'ont aucun avis.

Les habitants des régions de Casablanca, Rabat et Fès, en particulier les jeunes de moins de 24 ans et les seniors de plus de 65 ans sont plus sensibles au sujet. Celui-ci divise la classe sociale A et B. Le niveau d'éducation impacte sensiblement la compréhension du sujet. 78% des personnes sans qualification ignorent la réforme alors que ce taux chute à 36% chez les universitaires.

Globalement, les personnes les plus instruites sont opposées à la réforme. On y est davantage dans les centres urbains que dans le rural. Cela peut s'expliquer par le fait que ce sont surtout les classes moyennes (tranches supérieures) qui consomment des produits importés. La communication autour de la réforme a été beaucoup plus orientée vers les entreprises et a très peu touché le grand public.

Certes, la Banque centrale a réalisé des capsules vidéo pour faire la pédagogie auprès de la masse, mais cela n'a pas eu beaucoup d'incidence semble-t-il. Le contenu du message est aussi discutable puisqu'il ne répond pas réellement aux questions de la population notamment sur leur pouvoir d'achat, leur endettement...

Dans la conscience du public, la flexibilisation du dirham est assimilée à une dépréciation de la monnaie ou à une hausse des prix à la consommation. Plus de trois mois après l'élargissement de la bande de fluctuation du dirham, ces deux craintes ont été évacuées. Le dirham est resté relativement stable depuis et l'inflation s'est établie à 2% en moyenne au cours des trois premiers mois de l'année, soit proche de la cible de Bank AIMaghrib.

Les changements introduits à ce jour sont minimes pour bouleverser le marché. Les choses pourraient être plus fluctuantes aux étapes suivantes. Ceci dit, il faudra compter au moins dix ans pour arriver à un système dans lequel la valeur du dirham sera déterminée par le marché. Cette perspective va faire évoluer la politique monétaire de Bank Al-Maghrib qui va adopter une politique basée sur des cibles d'inflation. Ceci entraînerait un ajustement régulier des taux d'intérêts pour atteindre les objectifs d'inflation.

Les taux d'intérêts constituent un autre canal par lequel la flexibilisation du dirham touchera les ménages. Au stade actuel, la fluctuation du dirham influence très peu la courbe des taux en raison de la faible ouverture financière de l'économie.

Le compte capital n'est pas totalement ouvert et les opérations de change doivent être obligatoirement adossées à des actes commerciaux ou financiers. Là aussi, les autorités vont progressivement assouplir la réglementation.

L'un des points de vigilance sera notamment l'endettement des ménages, en particulier le crédit à l'habitat qui les engage sur des durées très longues, au moins vingt ans. La dette financière des ménages totalisait 309 milliards de DH à fin 2016 (30% du PIB) dont 199 milliards de DH de crédits immobiliers.

Quoique moins forts que la période 2014-2010, les investissements des ménages dans l'immobilier restent dynamiques soutenus par des taux d'intérêt et des prix des actifs plutôt attractifs selon les endroits et le segment. Aujourd'hui, la structure des prêts immobiliers protège les ménages contre le risque de taux puisque plus de 90% des crédits sont contractés à un taux fixe contre moins de %10 pour les prêts à taux variables. Il y a dix ans, ces derniers dépassaient %30 de l'encours.

L'Économiste, du 02/05/2018

QCM 1

Question 1

L'approbation par les États-Unis d'une réforme fiscale entraînerait d'ici 2023 une augmentation de leur dette de :

- A. 12,9 % du PIB.
- B. 80,9 % du PIB.
- C. 106,9 % du PIB.
- D. 116,9 % du PIB.

Question 2

Selon le texte, la dette des pays avancés atteint en moyenne :

- A. 40 % du PIB.
- B. 50 % du PIB.
- C. 86 % du PIB
- D. 106 % du PIB.

Question 3

Selon le texte, que signifie «IIF » ?

- A. Institut de la Finance Internationale.
- B. Indicateurs de la Finance Internationale.
- C. Institut de la fiscalité internationale.
- D. Indicateurs de la Fiscalité Internationale.

Question 4

Avant 2016, en quelle année la dette mondiale a atteint son point culminant ?

- A. 2007.
- B. 2009.
- C. 2014.
- D. 2016.

Question 5

Selon le HCP, la dette publique globale au Maroc passerait, en 2018, à :

- A. 80,9 % du PIB.
- C. 82,3 % du PIB.
- B. 81,6 % du PIB.
- D. 82,9 % du PIB.

QCM 1

Question 6

En 2016, combien représente, en pourcentage, la dette mondiale par rapport au PIB ?

- A. 25 % du PIB mondial.
- B. 43 % du PIB mondial.

- C. 125 % du PIB mondial.
- D. 225 % du PIB mondial.

Question 7

En 2016, la dette mondiale a atteint un sommet historique de :

- A. 106 000 milliards de $.
- B. 116 000 milliards de $.
- C. 164 000 milliards de $.
- D. 225 000 milliards de $.

Question 8

Quel est le nom du rapport publié à Washington par le FMI en avril 2018?

- A. Moniteur des finances publiques.
- B. Moniteur de la dette publique.
- C. Moniteur des politiques budgétaires.
- D. Moniteur des manœuvres budgétaires.

Question 9

Selon le texte que signifie « BRI » ?

- A. Banque des Recouvrements Internationaux.
- B. Banque des Règlements Internationaux.
- C. Banque des Retraitements Internationaux.
- D. Banque des Recouvrements Institutionnels.

Question 10

En 2017,le ratio moyen de la dette au PIB dans les pays en développement à faible revenu a franchi la barre de :

- A. 40 %.
- B. 50 %.
- C. 80 %.
- D. 106 %.

QCM 1

Question 11

Dans la catégorie des personnes qui comprennent la flexibilisation du dirham, quel est le pourcentage de ceux qui y sont favorables ?

- A. 8 %.
- B. 11 %.
- C. 18 %.
- D. 20 %.

Question 12

D'après le texte, la dette financière des ménages totalisait à fin 2016 :

- A. 199 milliards de DH.

- B. 299 milliards de DH.
- C. 309 milliards de DH.
- D. 399 milliards de DH.

Question 13

Dans la conscience du public, la flexibilisation du dirham est assimilée à :

- A. une dépréciation de la monnaie.
- B. une augmentation du salaire
- C. une baisse du prix à la consommation
- D. un encouragement à l'export

Question 14

L'enquête sur la flexibilisation du dirham a été réalisée par l'organisme :

- A. Capgemini.
- B. Deloitte.
- C. McKinsey.
- D. Sunergia Études.

Question 15

Dans la dette financière des ménages, le montant de crédit immobilier à fin 2016 s'élève à :

- A. 199 milliards de DH
- B. 299 milliards de DH.
- C. 309 milliards de DH.
- D. 399 milliards de DH.

QCM 1

Question 16

Dans combien d'années, le Maroc pourrait arriver à un système dans lequel la valeur du dirham sera déterminée par le marché ?

- A. 5 ans.
- B. 10 ans.
- C. 15 ans.
- D. 20 ans.

Question 17

Plus de trois mois après l'élargissement de la bande de fluctuation du dirham, le taux d'inflation s'est établi à :

- A. 1 %.
- B. 1,5 %.
- C. 2 %.
- D. 2,5 %.

Question 18

La communication autour de la réforme sur la flexibilisation du dirham a beaucoup ciblé :

- A. les entreprises.
- B. les jeunes de moins de 27 ans.
- C. les seniors de plus de 65 ans.
- D. les universitaires.

Question 19

La part des personnes sondées qui n'ont aucune idée de ce qu'est la flexibilisation du dirham représente :

- A. la moitié.
- B. le tiers.
- C. le quart.
- D. le cinquième.

Question 20

Le pourcentage des personnes sans qualification qui ignorent la réforme sur la flexibilisation du dirham est de :

- A. 36 %.
- B. 63 %.
- C. 78 %.
- D. 87 %.